



Cfdt



Alternative  
Police

# CONDITIONS DE TRAVAIL

## Non au protocole signé à la va vite !



### Un protocole d'accord inadapté à la situation des policiers

Alternative Police - CFDT ne se satisfait pas du protocole signé par d'autres syndicats pour 40€ et 0,5% d'ISSP !

### Alternative Police écrit à nouveau au Ministre de l'Intérieur :

- Un message clair et précis doit être adressé aux policiers sur les chantiers à venir.
- Des précisions doivent être apportées quant aux contreparties du protocole du 19 décembre.
- La CFDT **4<sup>ème</sup> organisation représentative** au Ministère de l'Intérieur doit participer aux discussions.



### Nos revendications reprises par les autres syndicats

- Création d'un **compte épargne retraite** pour les HS : les policiers doivent pouvoir choisir entre épargne retraite, paiement et récupération.
- **Etat des lieux** de la police nationale (bâtiminaire, matériel, équipement, véhicule) et **évaluation budgétaire du coût total**.
- Loi d'orientation et de programmation pluriannuelle pour **financer la modernisation de la police nationale**.
- Réforme structurelle de la police nationale par l'application de la réforme territoriale de la sécurité publique votée par les syndicats en 2016 et **l'application de la réforme horaire de la vacation « forte »**
- La reconnaissance du travail de nuit par la **revalorisation** du paiement **des heures de nuit**

### Gesticulation et précipitation lèsent les policiers, ALTERNATIVE Police poursuit donc ses actions sereinement !

Courriers au Président de la République, au Premier Ministre, au Ministre de l'Intérieur : **Alternative Police prend acte de la prise en compte de certaines de ses revendications.**

Rencontre avec plusieurs parlementaires : **Alternative Police salue certains engagements concrets.**

Depuis nos rencontres les parlementaires agissent :

- Courriers au Ministre de l'Intérieur sur l'ouverture de discussions avec la CFDT sur les conditions de travail, le temps de travail et les heures supplémentaires, etc.
- Questions à l'Assemblée Nationale par certains députés sur la situation.
- Demande d'une enquête parlementaire sur les heures supplémentaires.

**Notre priorité :**

**Défendre vos intérêts**

**Notre devoir :**

**Vous informer**